

FAITS SAILLANTS



Les actions affichent des gains typiques de la période des fêtes

Après la volatilité imputable aux craintes face à la pandémie, les actions se sont redressées sur fond de volumes limités durant les Fêtes. Les actions ont atteint un nouveau sommet historique à la faveur de la reprise boursière de fin d'année.



Réponse mondiale face à Omicron

La propagation rapide du variant Omicron de la COVID-19 a incité les gouvernements du monde entier à réinstaurer des restrictions. Plusieurs gouvernements recommandent les doses de rappel comme moyen d'endiguer l'épidémie.



Les banques centrales monopolisent l'attention en fin d'année

Fin 2021, les réunions tenues par plusieurs banques centrales ont monopolisé l'attention des marchés, qui cherchaient à mieux comprendre la trajectoire future des hausses de taux. Malgré l'émergence du variant Omicron, les banques centrales restent déterminées à durcir leur politique, car l'inflation demeure élevée et le marché du travail se resserre.

SYNTHÈSE DES PERSPECTIVES DE RÉPARTITION DE L'ACTIF

■ Ce mois-ci
■ Le mois dernier

	Négatives	Neutres	Positives
Actions			
Actions canadiennes		■	■
Actions américaines			■
Actions internationales		■	
Actions des marchés émergents		■	
Titres à revenu fixe			
Obligations d'État	■		
Obligations de sociétés		■	
Obligations à rendement élevé		■	■
Total actions		■	■
Total titres à revenu fixe	■	■	

Ce tableau illustre les perspectives à court terme de l'équipe de répartition de l'actif de NEI concernant plusieurs catégories d'actions et de titres à revenu fixe au 31 décembre 2021. La présence d'une case bleue et l'absence d'une case verte sur la ligne d'une catégorie d'actif signifient que les perspectives concernant celle-ci n'ont pas changé depuis le mois précédent.

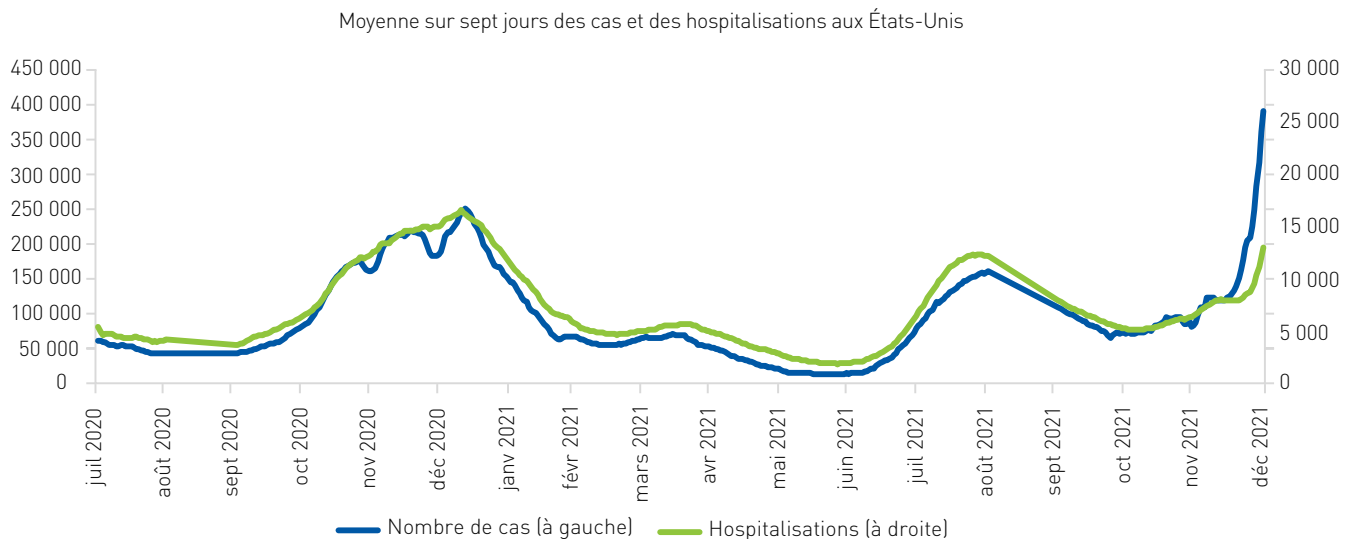
APERÇU

Les actions ont atteint un nouveau sommet historique à la faveur de la reprise boursière habituelle de décembre. Après la volatilité initiale imputable au variant Omicron de la COVID-19, les actions se sont redressées sur fond de volumes limités durant les Fêtes. En fait, l'indice S&P 500 a enregistré son 70^e sommet absolu pour 2021 et dégagé un rendement annuel impressionnant de 27,6 % en dollars canadiens. Ces gains spectaculaires sont attribuables aux cinq actions les plus représentées dans l'indice au début de 2021, toutes des valeurs technologiques à très forte capitalisation. Les secteurs de l'énergie, de l'immobilier et de la finance ont également affiché de bons résultats.

Le dernier mois de 2021 a également été marqué par plusieurs interventions des banques centrales. Les réunions tenues par les principales banques centrales en décembre ont monopolisé l'attention des marchés, qui attendaient des indications plus précises sur la trajectoire future des hausses de taux. La Banque du Canada a renouvelé son mandat en matière d'inflation en mettant davantage l'accent sur le niveau d'emploi maximal, tandis que la Réserve fédérale des États-Unis (la « Fed ») a annoncé une accélération du rythme de réduction de ses achats d'actifs. En Europe, la Banque centrale européenne (la « BCE ») a dévoilé sa propre stratégie en la matière, et la Banque d'Angleterre a surpris les marchés en relevant son taux directeur face à la montée du variant Omicron.

Le variant Omicron de la COVID-19 a continué de se propager à l'échelle mondiale. Sa transmissibilité accrue fait en sorte que certains pays enregistrent leur plus haut nombre de cas quotidiens depuis le début de la pandémie. Les marchés sont toutefois restés rationnels, mettant en balance le nombre élevé d'infections avec le faible taux d'hospitalisation due à Omicron par rapport au nombre de cas, comparativement aux vagues précédentes. Ainsi, l'hypothèse initiale voulant qu'Omicron soit un virus plus infectieux, mais moins mortel semblait se vérifier de plus en plus.

Diminution des hospitalisations par rapport au nombre de cas de COVID-19



Source : U.S. Centers for Disease Control and Prevention, moyenne sur sept jours des cas et des hospitalisations, au 31 décembre 2021.

Les gouvernements ont réinstauré des restrictions en réaction à Omicron. Même si le nombre d'hospitalisations reste bas par rapport au nombre de cas, la propagation exponentielle du virus risque de mettre à rude épreuve les systèmes de santé. Plusieurs gouvernements recommandent également les doses de rappel comme moyen d'endiguer l'épidémie. La U.S. Food and Drug Administration a autorisé le recours aux pilules anti-COVID-19 de Pfizer et Merck, et d'autres pays devraient suivre. Les essais cliniques ont montré que la pilule de Pfizer permettait

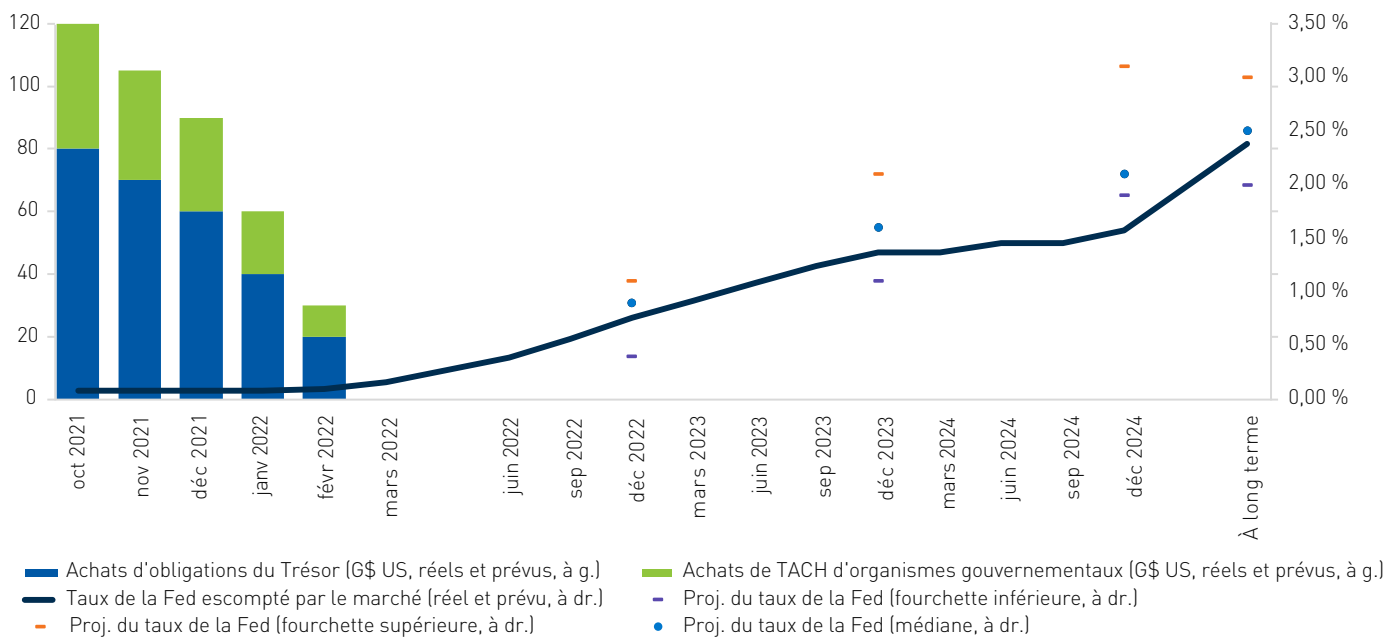
de réduire de près de 90 % les hospitalisations et les décès chez les personnes à haut risque, contre seulement 30 % pour la pilule de Merck. Les deux pilules pourraient néanmoins s'avérer utiles pour la gestion des infections et alléger la pression subie par les systèmes de santé.

ÉTATS-UNIS

La réunion du Federal Open Market Committee s'est majoritairement déroulée comme prévu. La Fed a annoncé sa décision d'accélérer le rythme auquel elle réduit son programme de rachat d'actifs, en doublant à 30 milliards de dollars US par mois. La Fed achètera pour au moins 60 milliards de dollars US d'obligations en janvier, mais si ce rythme de réduction se poursuit, le programme s'achèvera d'ici fin mars.

La mise à jour du « graphique à points » de la Fed, que la banque centrale utilise pour présenter ses perspectives concernant l'évolution des taux d'intérêt, fixe le nombre médian de hausses de taux potentielles attendues par le comité à trois en 2022, à 0,9 %, suivi de trois autres hausses en 2023, à 1,6 %. L'inflation a bondi pour presque atteindre un sommet de 40 ans, et la Fed craint une aggravation des risques inflationnistes. La banque centrale a également cessé de faire mention du caractère « transitoire » de l'inflation dans ses communiqués. Le président de l'institution, Jerome Powell, avait précédemment expliqué que le terme « transitoire », du point de vue de la Fed, signifiait que l'inflation reviendrait au taux cible de 2 % à long terme, puisque les attentes d'inflation à plus long terme restent bien ancrées.

La Réserve fédérale des États-Unis réduit ses achats d'actifs et anticipe des hausses de taux



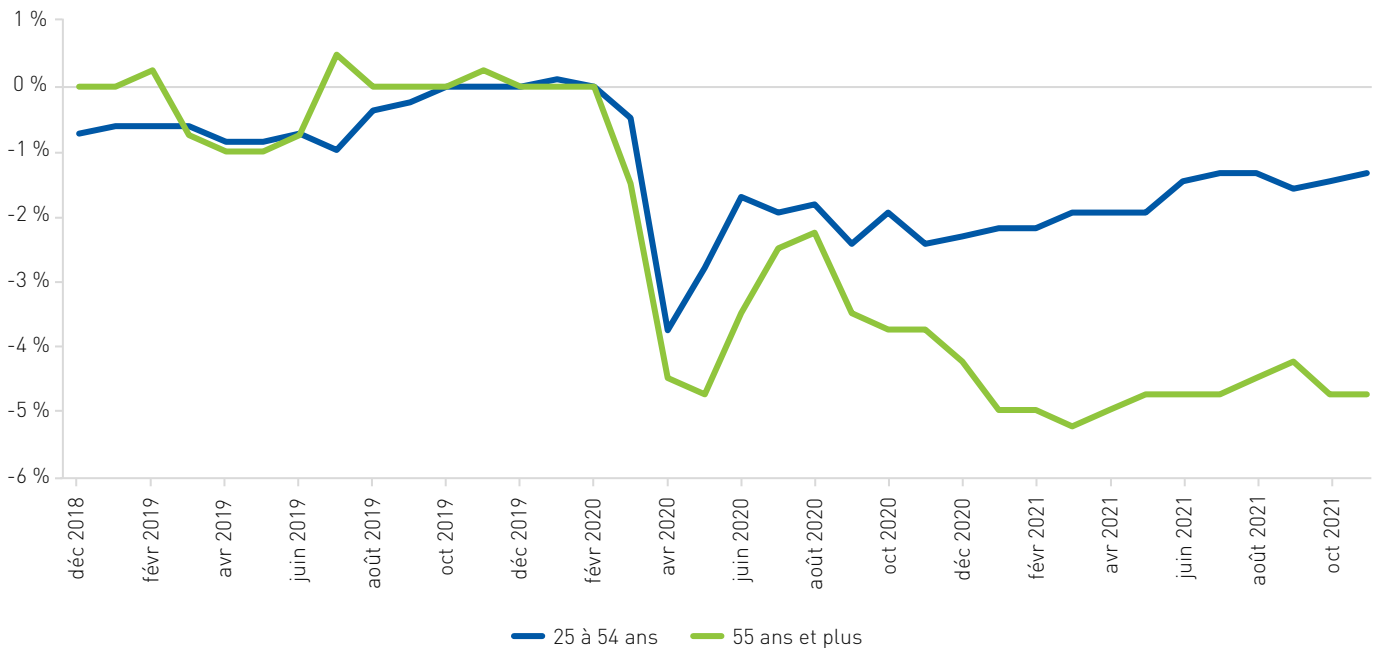
Sources : Réserve fédérale des États-Unis, contrat à terme sur le taux des fonds fédéraux : Chicago Board of Trade, Bloomberg et Placements NEI, au 31 décembre 2021.

L'inflation aux États-Unis s'est nettement accélérée, l'indice des prix à la consommation (IPC) ayant encore augmenté de 0,8 % (après désaisonnalisation) en novembre. La hausse a été généralisée, tirée par les biens (+1,4 %), tandis que les prix des services ont grimpé de 0,4 %. Sur 12 mois, l'IPC des États-Unis a bondi de 6,8 %, du jamais vu depuis 1982.

Les données de l'emploi de novembre renvoient en revanche une image contrastée. Le secteur non agricole a gagné seulement 210 000 emplois en novembre, chiffre très inférieur aux attentes du consensus, qui tablait sur 550 000. Cependant, le taux de chômage a fortement chuté, s'établissant à 4,2 %. Celui-ci se base sur une enquête auprès des ménages, qui indique plutôt que 1,1 million d'emplois ont été créés grâce à une hausse du taux de participation. Les marchés ont pu trouver du réconfort dans ces meilleurs chiffres, censés donner une image plus exacte de la situation mensuelle dans le contexte de la baisse des cas de coronavirus en novembre, et à la suite de l'expiration des allocations chômage.

Les entreprises se plaignent de pénuries généralisées de main-d'œuvre. La « Grande démission » est devenue une expression populaire dans les médias pour décrire les départs massifs de travailleurs. La multitude d'emplois créés a toutefois ouvert des perspectives à de nombreux postulants. Selon l'enquête américaine sur les ouvertures d'emploi et la rotation de la main-d'œuvre (JOLTS), il y avait plus de 11 000 postes vacants en octobre 2021, contre seulement 7 000 avant la pandémie, en février 2020. Selon la même enquête, le taux de démission n'a cessé d'augmenter pour atteindre 2,8 % en octobre 2021, comparativement à 2,2 % avant la pandémie. Malgré le grand nombre de postes à pourvoir, le taux de participation à la vie active n'est pas remonté, beaucoup de gens ne pouvant retourner au travail pour des raisons liées à la COVID-19. Les statistiques de participation au marché du travail suggèrent que la pénurie pourrait être en grande partie attribuable à des départs à la retraite anticipés. La participation chez les travailleurs âgés de 25 à 54 ans s'améliore constamment depuis le début de la pandémie, alors que le taux de participation des travailleurs âgés de 55 ans et plus reste inférieur de presque 5 % à ses niveaux d'avant la pandémie.

Variation du taux de participation au marché du travail par groupe d'âge



Sources : U.S. Bureau of Labor Statistics, FRED Economic Data, Federal Reserve Bank of St. Louis, Placements NEI. La variation du taux de participation au marché du travail est désaisonnalisée (valeur de base = 0 % en décembre 2019).

Sur l'échiquier politique, les États-Unis ont évité un défaut de paiement potentiel lorsque le président Joe Biden a signé une augmentation de 2 500 milliards de dollars US du plafond de la dette. Cette hausse devrait couvrir les obligations du gouvernement jusqu'en 2023. En revanche, le plan Build Back Better (Reconstruire en mieux) de 1 750 milliards de dollars US est tombé dans l'impasse après que le sénateur Joe Manchin, réputé comme un démocrate conservateur, a déclaré qu'il ne voterait pas pour le programme de dépenses. Entre autres raisons, M. Manchin s'est dit préoccupé par ses effets inflationnistes et par l'alourdissement de la dette fédérale. Le président Biden et son administration engageront des négociations plus poussées avec M. Manchin pour parvenir à un accord; le sénateur a indiqué qu'il appuierait un plan revu à la baisse, et, dans un Sénat partagé à parts égales avec les républicains, chaque vote démocrate est pratiquement requis.

À plus long terme, la faiblesse de la confiance et des dépenses des consommateurs américains pourrait peser sur la croissance future. Le moral des consommateurs reste bas dans un contexte de hausse des prix et de signes d'intentions limitées d'achat de biens à prix élevé, tous annonciateurs d'une période potentiellement difficile alors que les consommateurs s'efforcent d'épargner et de réduire leurs dépenses.

CANADA

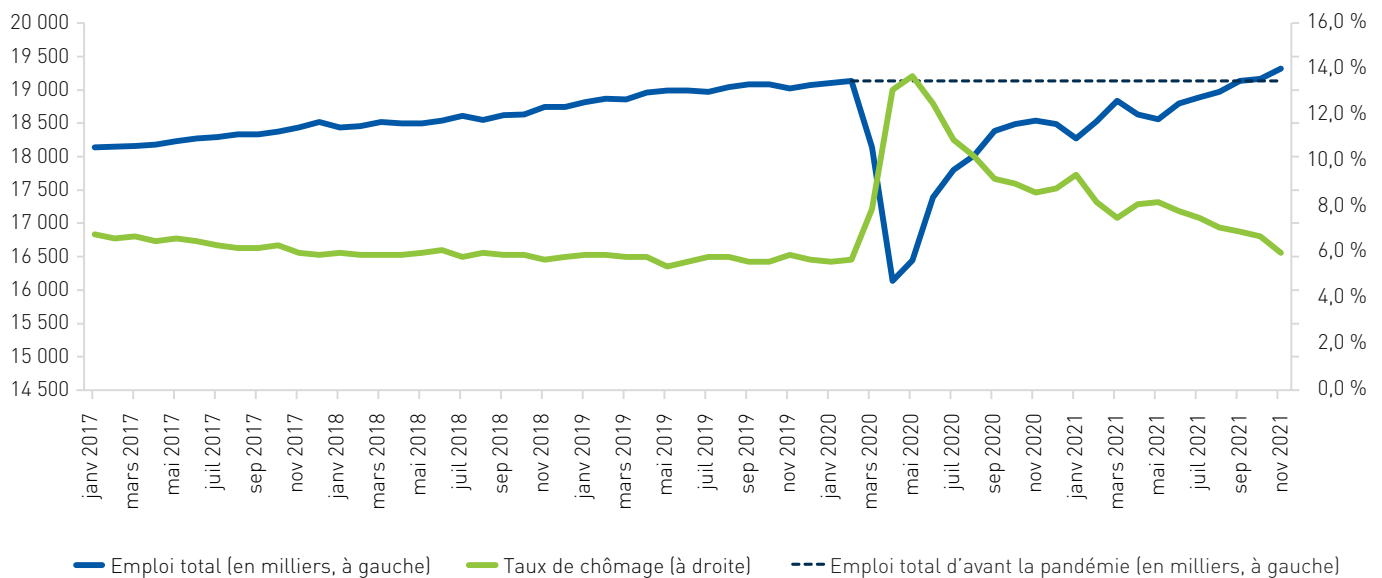
La Banque du Canada a laissé sa politique inchangée, mais s'est montrée globalement davantage optimiste, l'économie ayant poursuivi son essor au quatrième trimestre de 2021. La Banque a souligné que les gains généralisés au chapitre de l'emploi ces derniers mois avaient « ramené le taux d'emploi essentiellement au niveau d'avant la pandémie ». En ce qui concerne l'inflation, la banque centrale a supprimé le mot « temporaire » de sa description des forces inflationnistes, en affirmant qu'« elle surveille de près les attentes d'inflation et les coûts de main-d'œuvre pour s'assurer que les forces faisant grimper les prix n'ont pas, en fin de compte, une influence durable sur l'inflation ». La Banque du Canada souligne que, dans l'ensemble, « l'inflation a enregistré de nouvelles hausses dans de nombreux pays, reflétant la forte demande de biens conjuguée aux problèmes d'approvisionnement qui durent encore ». L'inflation demeurera élevée à court terme, mais la banque centrale s'attend à ce qu'elle redescende vers 2 % au deuxième semestre de 2022.

La Banque du Canada a renouvelé son entente avec le gouvernement fédéral en se donnant comme objectif central de maintenir une cible d'inflation de 2 % pour les cinq prochaines années, tout en insistant sur le fait qu'elle encouragerait les efforts visant l'atteinte du « niveau d'emploi durable maximal ». La banque centrale utilisera un large éventail d'indicateurs du marché du travail pour déterminer quand ce niveau d'emploi sera atteint et utilisera ses outils de politique monétaire pour stimuler les niveaux d'emploi tant que ses efforts ne nuiront pas à la stabilité des prix. La Banque peut maintenir l'inflation à l'intérieur d'une fourchette de maîtrise de 1 à 3 %, même si les attentes d'inflation à moyen terme doivent être ancrées à 2 %. Fait intéressant, la Banque du Canada a instauré pour la première fois cette cible d'inflation en 1991 – elle était alors la première grande banque centrale à le faire – et l'inflation s'est maintenue en moyenne à près de 2 % au cours des 30 dernières années.

L'IPC du Canada a progressé de 0,2 % en glissement mensuel et de 4,7 % en glissement annuel en novembre. Il n'avait enregistré une telle hausse sur 12 mois qu'une seule fois en 30 ans, et le taux d'inflation de novembre (tout comme celui d'octobre) est le plus élevé depuis février 2003. IPC-comm, une mesure de l'inflation fondamentale, s'est inscrit en hausse de 0,2 %, signe que les pressions inflationnistes deviennent généralisées. Les prix du transport et du logement ont continué d'afficher des gains importants, et les biens durables – en particulier les véhicules et les meubles – ont aussi vu leurs prix fortement augmenter. Ces hausses de prix s'expliquent tant par la poussée de la demande que par les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement, qui ont aussi fait grimper les prix des aliments.

Le Canada a créé environ 153 700 emplois en novembre, chiffre nettement supérieur aux estimations de 37 500 emplois. Le taux de chômage a fortement chuté, passant de 6,7 % à 6,0 %. Le nombre élevé d'emplois est attribuable au fait que beaucoup de Canadiens ont quitté les rangs des chômeurs après l'expiration des mesures de soutien du revenu des particuliers en octobre et la chute du nombre d'infections au variant Delta. Malgré le chiffre global de l'emploi, le taux de chômage est encore loin d'avoir retrouvé son niveau de 5,6 % d'avant la pandémie en raison de la croissance de la population. Cependant, l'emploi total dépasse ses niveaux d'avant la pandémie, ce qui devrait aider la Banque du Canada à conclure que le pays se rapproche du « niveau d'emploi durable maximal » et lui donner davantage d'assurance pour relever les taux en 2022. Étant donné les chiffres élevés de l'emploi et de l'inflation, le marché escompte maintenant cinq hausses de taux en 2022, soit davantage que dans n'importe quel autre pays du G7. La Banque du Canada a déjà mis fin à son programme d'assouplissement quantitatif, ce qui ouvre la voie à un premier tour de vis début 2022.

L'emploi au Canada a retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie



Source : Statistique Canada, novembre 2021.

La tendance à la hausse de l'emploi pourrait toutefois s'essouffler, car le variant Omicron se propage rapidement, le nombre d'infections ayant atteint de nouveaux sommets en décembre. Par conséquent, le gouvernement canadien a annoncé une nouvelle aide de 300 \$ par semaine face à la pandémie. Avec les nouvelles restrictions instaurées dans plusieurs provinces, cela pourrait ralentir les nouvelles embauches, en particulier dans les secteurs plus touchés par le virus.

INTERNATIONAL

La poursuite de la reprise économique européenne devient de plus en plus incertaine, car la résurgence du coronavirus a entraîné un retour des confinements en Europe. Le variant Omicron se propage rapidement, le nombre de cas atteignant des sommets dans de nombreux pays.

La Banque d'Angleterre a relevé son taux directeur de 15 points de base (pb) pour le porter à 0,25 %, devenant ainsi la première grande banque centrale à prendre une telle mesure depuis le début de la pandémie. Ce geste a surpris les marchés, qui attendaient une réaction plus conciliante et moins méfiante vis-à-vis de l'inflation face à la montée des cas. L'inflation a atteint 5,1 % sur 12 mois en novembre, et les décideurs de la Banque d'Angleterre prévoient qu'elle continuera de s'accélérer pour culminer « à environ 6 % en avril 2022 » avant de refluer durant le deuxième semestre. Compte tenu en outre du resserrement continu du marché du travail, la Banque d'Angleterre a estimé qu'« il serait nécessaire au cours des prochains mois d'augmenter le taux directeur afin de ramener durablement l'inflation de l'IPC à la cible de 2 % », signe que de nouvelles hausses sont à prévoir.

La BCE a confirmé qu'elle mettrait fin à son programme d'achats d'urgence face à la pandémie à la fin du premier trimestre de 2022 et indiqué que les achats d'actifs prévus par le programme se poursuivraient à un rythme moindre durant le trimestre. La plus récente estimation de l'inflation pour 2022 a bondi à 3,2 %, alors qu'elle était d'à peine 1,7 % en septembre. De plus, le taux de chômage devrait retomber à son niveau d'avant la pandémie d'ici la fin de 2021. Cependant, le programme d'achat d'actifs de la BCE devrait prendre le relais pour permettre une réduction ordonnée des achats; son rythme passerait ainsi à 40 milliards d'euros par mois au deuxième trimestre de 2022 et à 30 milliards au troisième, avant de revenir à 20 milliards d'euros par mois au quatrième trimestre. La banque centrale pense que les achats d'actifs resteront nécessaires, car l'inflation pour 2023 et 2024 est estimée à seulement 1,8 %, ce qui implique que les taux directeurs resteront eux aussi à leurs niveaux actuels.

La Banque du Japon, de son côté, a maintenu le statu quo à l'heure où d'autres grandes banques centrales du monde entier s'orientent plutôt vers une réduction des assouplissements. L'économie japonaise commence à se redresser, mais elle « demeure dans une situation difficile en raison de l'impact de la COVID-19 au pays et à l'étranger », selon les mots de l'institution. L'absence d'intervention de la banque centrale s'explique notamment par le fait que l'inflation japonaise évolue à l'inverse de la tendance mondiale. L'IPC du Japon hors aliments frais, la mesure de l'inflation privilégiée par la banque centrale, a augmenté d'à peine 0,5 % en novembre. La mesure est biaisée par rapport au reste du monde, car les prix des communications ont diminué de 33,9 % au Japon en raison de la concurrence dans le secteur. Cependant, même en tenant compte du poids de 1,5 % représenté par les communications, l'inflation mesurée par l'IPC hors aliments frais serait seulement d'environ 2,0 % aujourd'hui.

MARCHÉS ÉMERGENTS

La Banque populaire de Chine a annoncé qu'elle réduirait le ratio de réserves obligatoires des banques de 50 pb, libérant ainsi 1 200 milliards de yuans de liquidités, geste qui pourrait marquer le début d'une série d'assouplissements. L'économie chinoise a fortement ralenti cette année, le PIB ayant progressé d'à peine 0,2 % du deuxième au troisième trimestre. Le gouvernement a imposé de sévères mesures réglementaires à divers secteurs, et l'économie est aux prises avec un marasme du marché immobilier. L'inflation mesurée par l'IPC chinois est également inférieure à la cible de 3 % de la banque centrale, ayant atteint 2,3 % sur 12 mois en novembre.

Evergrande Group n'a pas honoré un paiement d'intérêts en novembre et a été déclaré en situation de défaut technique après l'expiration du délai de grâce de 30 jours ce mois-ci. Fitch Ratings a ramené la note d'Evergrande à « défaut restreint », suivie par S&P Global Ratings, qui a placé la société en « défaut sélectif ». Ce geste arrive au moment même où d'autres promoteurs immobiliers chinois voient leurs obligations subir de fortes décotes et leurs notes rétrogradées. Les autorités ont décidé de prendre part à la restructuration d'Evergrande afin de prévenir son effondrement incontrôlé, mais ont aussi signalé qu'elles n'avaient pas l'intention de renflouer le groupe.

Parallèlement, l'économie souffre de nouveaux confinements à l'heure où la Chine met en œuvre sa stratégie zéro COVID, dans laquelle la découverte d'un seul cas peut entraîner la mise en quarantaine de villes entières. La Chine tente maintenant de poursuivre cette stratégie face au variant Omicron, plus contagieux, et doit faire face à sa plus importante éclosion depuis le début de la pandémie. La ville de Xi'an déplorait un peu plus de 1 000 cas fin décembre, ce qui a entraîné le confinement de ses 13 millions d'habitants. À l'approche des Jeux olympiques d'hiver de Pékin, qui se tiendront en février, la Chine pourrait vouloir renforcer sa stratégie zéro COVID.

RENDEMENTS DES MARCHÉS

Taux de rendement en dollars canadiens

	1 mois	3 mois	6 mois	DDA	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Revenu fixe								
Indice global des oblig. can. Bloomberg Barclays	1,66	1,41	0,92	-2,60	-2,60	4,12	3,21	3,16
Indice global des oblig. mond. Bloomberg Barclays (couvert en \$ CA)	-0,44	0,04	0,14	-1,39	-1,39	3,72	2,96	3,57
Indice des oblig. amér. à rend. élevé plaf. à 2 % par émetteur Bloomberg Barclays (couvert en \$ CA)	1,80	0,59	1,50	5,14	5,14	7,94	5,47	6,57
Actions								
MSCI Monde (marchés développés)	2,68	7,45	9,92	20,78	20,78	18,57	13,66	15,15
MSCI Monde Croissance	0,51	7,84	11,22	20,15	20,15	26,10	19,51	18,18
MSCI Monde Valeur	4,94	6,88	8,43	20,91	20,91	10,71	7,62	11,92
MSCI Canada	3,12	6,87	6,56	24,91	24,91	16,09	8,90	8,34
MSCI É.-U.	2,32	9,65	12,53	25,38	25,38	22,71	16,71	18,49
MSCI EAEO	3,51	2,39	4,29	10,32	10,32	10,62	8,25	10,38
MSCI Europe	4,97	5,35	6,11	15,31	15,31	11,95	8,83	10,54
MSCI Japon	0,33	-4,24	2,44	0,84	0,84	8,80	7,22	10,70
MSCI Pacifique hors Japon	1,71	-0,38	-2,57	3,79	3,79	6,88	7,02	9,09
MSCI Marchés émergents	0,32	-1,60	-7,48	-3,37	-3,37	8,09	8,57	7,79
Devises (par rapport au dollar canadien)								
Dollar US	-1,53	-0,29	2,01	-0,85	-0,85	-2,57	-1,19	2,18
Euro	-0,52	-2,16	-2,18	-7,85	-7,85	-2,74	0,31	0,84
Livre sterling	0,81	0,16	0,01	-1,76	-1,76	-0,55	0,64	0,78
Yen	-2,91	-3,39	-1,68	-11,11	-11,11	-4,13	-0,94	-1,86

Source : Données au 31 décembre 2021. Tous les rendements sont exprimés en dollars canadiens.

Ce document est fourni à des fins éducatives et d'information uniquement et ne vise pas à apporter précisément des conseils financiers, fiscaux, de placement ou de toute autre nature. Les opinions exprimées aux présentes peuvent changer sans préavis, les marchés évoluant en permanence. L'information contenue aux présentes est considérée comme fiable, mais NEI ne garantit ni son exhaustivité ni son exactitude. Les opinions exprimées à l'égard d'une société, d'un titre, ou d'un marché en particulier ne doivent pas être interprétées comme une intention de réaliser des transactions concernant un fonds géré par Placements NEI. Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties concernant des rendements futurs et les résultats réels peuvent être substantiellement différents des prévisions en raison de risques et d'incertitudes. Il faut éviter de se fier indûment aux informations prospectives.

Des commissions, commissions de suivi, frais de gestion et dépenses peuvent tous être associés à des investissements dans des fonds communs de placement. Veuillez consulter le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur change fréquemment et le rendement antérieur peut ne pas être reproduit.

Les informations de MSCI ne peuvent servir qu'à un usage personnel et ne peuvent être reproduites ou redistribuées sous une quelconque forme, ni constituer la base ou une composante d'un instrument financier, d'un produit ou d'un indice. À aucun moment une information fournie par MSCI ne vise à constituer un conseil en placement ou une recommandation à propos d'une quelconque décision de placement et ne doit pas être interprétée comme telle. L'historique des données et des analyses ne doit pas être interprété comme une indication ou une garantie visant une analyse des rendements futurs, une prévision ou une projection de ceux-ci. L'information est fournie par MSCI « telle quelle » et son utilisateur assume l'intégralité du risque découlant d'une quelconque utilisation de celle-ci. MSCI, ses filiales et toute autre personne intervenant dans la compilation ou la création d'une information fournie par MSCI (collectivement les « parties MSCI ») déclinent expressément toute garantie (notamment en matière d'originalité, de précision, d'exhaustivité, de présentation en temps opportun, d'absence de contrefaçon, de qualité marchande et d'adéquation à un but particulier) à propos de cette information. Sans préjudice de ce qui précède, une partie MSCI ne pourra en aucun cas être tenue responsable de tout dommage direct, indirect, spécial, accidentel, punitif, corrélatif (notamment les pertes de profits) ou autre.

Placements NEI est une marque déposée de Placements NordOuest & Éthiques S.E.C. (« NEI S.E.C. »). Placements NordOuest & Éthiques inc. est le commandité de NEI S.E.C. et une filiale en propriété exclusive de Patrimoine Aviso inc. (« Aviso »). Aviso est le seul commanditaire de NEI S.E.C. Aviso est une filiale en propriété exclusive de Patrimoine Aviso S.E.C., détenue à 50 % respectivement par Desjardins Holding financier inc. et à 50 % par une société en commandite qui appartient aux cinq centrales de caisse de crédit provinciales et au Groupe CUMIS limitée.

2200004F 01/22 AODA